# Lutte victorieuse au lycée de Clamart

Article paru dans *Tout est à nous n°132*

La saignée continue : le gouvernement supprime 14 000 postes dans l'Éducation (80 000 depuis 2007), ferme classes, options et filières, alors que le nombre d'élèves croît. Les séries technologiques tertiaires (STG), qui accueillent souvent des enfants des classes populaires, sont particulièrement touchées car les dédoublements nécessaires à certains cours coûtent plus cher.

Nous avons appris, à la veille des vacances, que 28 classes STG seraient supprimées dans l'académie de Versailles, dont quatre (soit la disparition de la filière) dans notre lycée Jacques-Monod de Clamart (Hauts-de-Seine). Alors que les grèves sont d'habitude peu suivies malgré une certaine présence syndicale, la réaction a été forte : une assemblée générale (AG) rassemblant 50 collègues a décidé de faire grève et de manifester le 15 décembre (journée d'action nationale des syndicats), d'envoyer une délégation au rectorat le 16 et d'engager une grève reconductible à la rentrée. Les élèves ont lancé une pétition, recueillant vite des centaines de signatures, et ont bloqué le lycée.

À la rentrée, la grève a été bien suivie pendant trois jours, une caisse de grève a été mise en place, des visites dans les établissements voisins ont été organisées. Les trois associations de parents d'élèves, le maire PS de Clamart et d'autres éluEs des communes voisines ont soutenu le mouvement. Une délégation a été de nouveau reçue au rectorat, qui s'est engagé à réétudier le cas du lycée. L'AG a décidé de suspendre la grève, mais de poursuivre l'action, notamment par une manifestation réussie dans les rues de Clamart. L'unité des collègues a été impressionnante, à la fois par solidarité avec celles dont les postes devaient être supprimés et par la volonté politique de défendre la diversité des formations, qui implique une certaine mixité sociale.

La lutte a payé : le rectorat a cédé en maintenant nos quatre classes STG ! La victoire a été fêtée comme il se doit au lycée, avec l'espoir qu'elle contribue à une mobilisation plus générale pour le maintien des classes, des postes et des acquis… Au moment où sont annoncées les suppressions d'heures par établissement (DHG), les syndicats ne doivent-ils pas impulser et coordonner la résistance ?

**Ludovic Wolfgang**, le 22 janvier 2012